

Concernant la volonté de Monsieur Verhofstadt de lutter contre le terrorisme et d'intensifier les écoutes téléphoniques

Le 16 novembre 2004

Question écrite au Ministre de l'Intérieur, Monsieur Dewael.

Suite à l'assassinat du réalisateur hollandais Théo Van Gogh, le Premier Ministre, Monsieur Guy Verhofstadt, a affirmé sa volonté de lutter avec détermination contre le terrorisme. Le Front National ne peut que l'en féliciter.

Mais, si j'en crois le journal «Le Soir» du 12 novembre 2004, le gouvernement entend également mieux coordonner «la lutte contre l'extrémisme et le radicalisme».

S'il me paraît indispensable de renforcer enfin les mesures de prévention contre le terrorisme (dont chacun connaît l'origine : l'Islam conquérant), je m'inquiète, par contre, au nom des libertés fondamentales, des intentions qui visent ce que d'aucuns, parmi les privilégiés du système, appellent «l'extrémisme et le radicalisme». Aimer sa terre et son peuple suffit déjà pour être qualifié d'extrémiste. Avoir un idéal signifie, pour les mous, être un «radical»...

Dans le passé, certains débordements d'agents ont jeté la suspicion sur vos services de renseignements. Pour exemple, je rappellerai le cas de cet article paru dans le mensuel *Nouvel Europe Magazine* un an avant les tueries du Brabant wallon, article qui révélait que la Sûreté prévoyait d'organiser des attaques de grands magasins afin de diaboliser les militants nationaux. Il s'est révélé par la suite que l'auteur de ces lignes était lui-même un agent de la Sûreté. Autre exemple : lorsque la Sûreté de l'État prend une innocente chanteuse de folk flamande, Soetkin Collier, pour une fanatique néo-nazie, je tremble à l'idée que ces argousins pourraient se faire des patriotes et des sympathisants du Front National.

Comprenez que de pareilles pratiques permettent de douter de ce que certains appellent «devoir d'État».

Monsieur le Ministre, cette démocratie surveillée me fait peur.

J'aimerais connaître les parts du budget consacrées aux différents domaines des activités des polices de renseignements (terrorisme, militantisme idéaliste, «radicalisme») ?

Qui, dans ce pays, sera visé par l'intensification des écoutes téléphoniques ? Les islamistes ou les militants politiques d'opposition ?

Quelles sont les mesures de surveillance du pouvoir politique sur d'éventuels dérapages, bavures, ou violations des lois sous «ordres» peu en rapport avec l'éthique démocratique, vis à vis des services de sécurités ?